Une grille d’évaluation pour suivre les projets de carbon farming en Australie

18 mai 2022

Le Carbon Market Institute (association d’entreprises impliquées dans la transition vers la neutralité carbone), appuyé par le cabinet KPMG, propose, dans un rapport publié en avril 2022, une évaluation des pratiques de *carbon farming* développées en Australie par le gouvernement fédéral et par les États fédérés et territoires. Encouragées par le *Carbon Farming Initiative Act*, mécanisme volontaire de réduction et de compensation des émissions, ces pratiques visent aussi bien l’augmentation du stockage de carbone dans les éléments du paysage que la diminution des émissions de méthane et d’azote à travers la gestion de la végétation, des feux, des sols et des troupeaux. Les auteurs s’appuient sur une analyse de la littérature existante, ainsi que sur des entretiens avec des représentants de chaque administration concernée.

Le rapport souligne que, par comparaison avec de nombreux pays, l’Australie possède plusieurs avantages liés à son environnement (terres abondantes) et au niveau de développement de son secteur agricole. Ainsi, près de 7 % de la demande globale de crédits carbone pourraient être satisfaits par des projets australiens d’ici à 2030.

La grille d’évaluation proposée comprend 12 critères pondérés suivant leur importance perçue (figure ci-dessous). Les notes sont attribuées grâce à l’analyse de diverses informations publiques : politiques mises en œuvre, rapports, prêts, annonces, outils et ressources éducatives, etc.

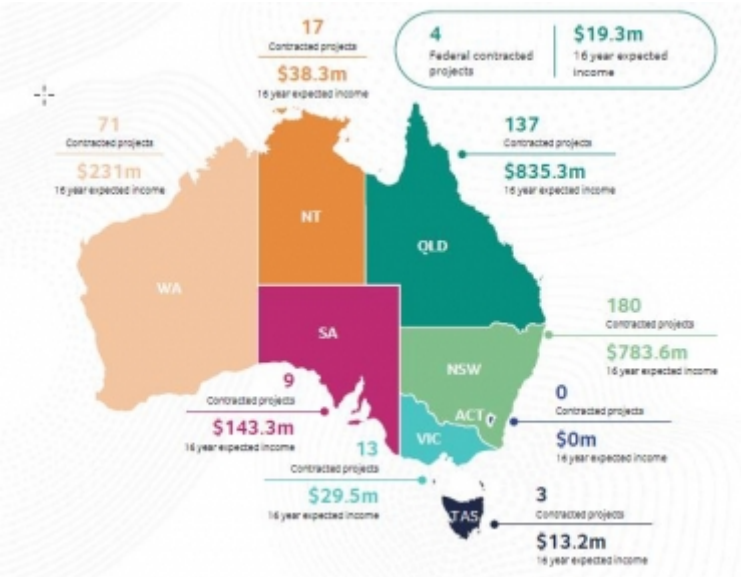
Grille d’évaluation

Pillar	Criteria		Max score
Pillar 1: Optimising Frameworks & Market Design	Policy and ambition	Specific carbon farming strategy and integration of carbon farming into appropriately ambitious emission reduction goals and policy mechanisms	10
	Transparency and integrity	Policies and initiatives to enhance market transparency and accountability and to develop and implement integrity principles and standards	10
	Cooperation	Collaboration on carbon farming at all levels of government (federal, state, local, potential for cross jurisdictional international linkages) and with Indigenous communities	8
Pillar 2: Unlocking Finance and investment	Opportunity assessment	Mapping of strategic opportunities for development/investment based on assessment of land and marine carbon opportunities, and facilitating efficient approvals	8
	Enabling private investment	Collaboration with banks, investors, and insurers to enhance understanding, facilitate carbon market engagement and ensure suitable support for carbon farming projects.	8
	Capital allocation	Direct funding of positive land use change through carbon farming projects, and using programs to pilot new approaches and purchase units	8
Pillar 3: Co-Benefits & Creating New Markets	Market architecture and enablers	Development of new methods, co-benefit taxonomies, metrics and measurement frameworks that are aligned with international standards and best practice	8
	Markets & policy integration	Feasibility / enabling of new environmental markets, co-benefits and carbon methods	8
	Valuation	Assessment and communication of potential carbon farming co-benefits: environmental, economic, social and cultural (e.g. employment and ecosystem services)	8
Pillar 4: Communicating benefits and building capacity	Resources and training	Allocation of resources to assess skills and training needs, to support outreach, education, upskilling/training programs and to provide tools and materials to support project developers	8
	Innovation	Development of new tools and technologies that support growth and efficiency of carbon farming initiatives	8
	Advocacy and leadership	Communicating to the broader community the contribution, benefits and opportunities related to carbon farming	8

Source : Carbon Market Institute

Le rapport précise que le projet fédéral manque globalement d'ambition, car les crédits carbone générés ne représentent que 2 % des émissions du pays. Ainsi, l'Australie devrait tripler ses efforts de réduction et de séquestration, d'ici à 2030, pour atteindre les objectifs de l'accord de Paris. En dépit de ceci, les auteurs soulignent que le cadre politique développé est fortement régulé et que le système de génération et de vérification de crédits carbone constitue une référence au niveau international. Au-delà de l'éclairage fourni sur les projets de crédits carbone en Australie (figure ci-dessous), la méthode d'évaluation proposée est à elle seule digne d'intérêt pour la vérification de la solidité de tels projets.

Nombre de projets par État fédéré et territoire, et revenus prévus sur toute la durée de vie des projets



Source : Carbon Market Institute

Lecture : le revenu carbone a été déterminé en multipliant les tonnes de CO2 évitées ou compensées, mentionnées dans les contrats des projets, par un prix moyen de 12,28 dollars australiens.

Marie-Hélène Schwoob, Centre d’études et de prospective

Source : Carbon Market Institute